

I

Les liaisons secrètes États-Unis/taliban

1.

Laila Helms, profession : lobbyiste des taliban

Elle s'appelle Laila Helms, vit à Washington, et avec ses relations familiales il semblait peu probable qu'elle demeure à l'écart des zones les plus noires de notre monde. Laila n'est autre que la nièce de Richard Helms, naguère directeur de la CIA et ancien ambassadeur en Iran. La quarantaine pétillante, cette Américaine d'origine afghane a grandi au rythme des relations tumultueuses entre son pays d'origine et son pays d'adoption. Dans les années quatre-vingt déjà, depuis la côte Est des États-Unis, elle épousait la cause des moudjahidine alors en lutte contre l'envahisseur soviétique. En ce temps-là, elle adhérait à l'association américaine Friends of Afghanistan, véritable organisation non gouvernementale portée par le département d'État et la Maison Blanche, et destinée à s'assurer la sympathie des opinions publiques à l'égard des moudjahidine afghans. Une sorte de relais occidental

de la guerre sainte menée sur des terres lointaines contre l'URSS.

À ce titre, par exemple, la jeune Laila Helms organisa le voyage aux États-Unis du chef moudjahidin Sayed Mohammad Gailani, du 20 mars au 5 avril 1986. Incidemment, au cours de ce déplacement, ce cadre de la guérilla afghane discuta longuement avec le vice-président de l'époque, un certain George Bush père, c'était le 21 mars 1986 à Washington ¹.

Les hasards de l'histoire, son entregent avec les chefs religieux afghans, mais aussi son carnet d'adresses, ont progressivement fait de Laila Helms l'incontournable lobbyiste de l'Afghanistan auprès des cercles de pouvoir américains. Produit de la politique des États-Unis dans cette région du monde, elle a longtemps soutenu les leaders islamistes qui avaient les faveurs de l'administration américaine. Aussi, à partir de l'année 1995, on la compte au nombre des représentants des intérêts des taliban à Washington; lesquels s'appêtent à prendre le pouvoir à Kaboul, avec la bénédiction et les dollars de l'Arabie Saoudite et la bienveillance du Département d'État américain.

Au cours des six dernières années, elle se consacre ainsi à superviser diverses actions

1. Archives du Committee for a Free Afghanistan et de l'organisation Friends of Afghanistan.

d'influence au nom des taliban, notamment auprès des Nations Unies. Ses activités pour ces clients-là ne diminueront jamais, même après 1996, lorsque le chef des taliban Mohammed Omar deviendra officiellement moins fréquentable aux yeux du gouvernement américain (après avoir eu largement recours aux exécutions sommaires). Elle persistera après 1997 lorsque les taliban accueilleront le chef intégriste Ossama Bin Laden, et même après 1998 quand ce dernier sera reconnu coupable d'avoir commandité les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar es-Salam. Ainsi, au mois de février 1999, Laila Helms a réalisé un documentaire télévisé pour NBC consacré à la vie des femmes afghanes, non sans avoir obtenu que la chaîne lui accorde une équipe de tournage pendant deux semaines en Afghanistan¹. Le résultat : un film de propagande, qui présenterait les conditions de vie des femmes afghanes sous un jour particulièrement optimiste. Ni NBC ni aucun autre réseau télévisé américain n'a jamais accepté de diffuser le documentaire.

Si étrange que cela paraisse, l'activisme de Mme Helms ne représentait en rien une exception aux États-Unis. D'autres délégués des

1. Témoignage de Deonna Kelli, chercheur à l'East Carolina University et coordinatrice de l'Association of Muslim Social Scientists.

taliban y ont eu pignon sur rue jusqu'à une période très récente, à travers diverses structures plus ou moins discrètes. Par exemple le bureau américain de l'Émirat islamique d'Afghanistan, sorte de chancellerie implantée outre-Atlantique et dotée d'un statut très officieux, puisque le régime des étudiants en religion n'a jamais été reconnu par les États-Unis¹. Pourtant, au mois d'août 2001, cette représentation disposait encore de quelques pièces dans un immeuble du Queens, à New York, où recevait Maulana Abdul Hakeem Mujahid, ambassadeur informel des taliban en Amérique du Nord.

Après le 5 février 2001 et la demande de reconnaissance officielle des taliban, c'est donc tout naturellement Laila Helms qui reçoit pour mission d'orchestrer à Washington les nouvelles relations américano-afghanes. En quelques semaines, elle déploie des trésors de diplomatie pour obtenir que les plus hauts responsables de l'administration Bush rencontrent les émissaires du mollah Omar. Dans l'administration américaine, ses anciens partenaires du temps de la guerre des moudjahidine contre l'URSS représentent des contacts précieux. Dans le camp répu-

1. Seuls le Pakistan, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite ont reconnu l'Émirat islamique d'Afghanistan, c'est-à-dire l'État taliban.

blicain, les fonctionnaires qui jadis soutenaient massivement les guérillas islamistes pour déstabiliser Moscou occupent à nouveau des postes clés. Des alliés de circonstance très précieux.

Les premiers résultats se ressentent deux mois plus tard. Entre le 18 et le 23 mars 2001, Sayed Rahmatullah Hashimi, 24 ans, ambassadeur itinérant des taliban et conseiller personnel de Mohammed Omar, effectue une brève visite aux États-Unis. Ce déplacement intervient après le dynamitage des bouddhas millénaires de Bamyan. Malgré le contexte tendu, notre lobbyiste planifie plusieurs rencontres pour ce jeune dignitaire afghan. Selon le journaliste américain Wayne Madsen¹, spécialiste des questions de sécurité et ancien officier de renseignement, deux structures au moins de l'administration consentent à discuter avec lui : la Direction centrale de la CIA² et le Bureau du renseignement du Département d'État³. Mieux : au pays des médias rois,

1. Témoignage recueilli par les auteurs.

2. Il s'agit du Directorate of Central Intelligence (DCI). Il englobe le directeur de la CIA ainsi qu'un cabinet chargé de coordonner toutes les activités de l'agence. C'est également le DCI qui gère tous les contacts sensibles avec les personnalités étrangères.

3. Le Bureau of Intelligence and Research du Département d'État fournit aux chefs de la diplomatie des analyses politiques et des renseignements stratégiques.

elle obtient pour ce client deux interviews sur des supports particulièrement suivis par les décideurs politiques – ABC et la National Public Radio. Une occasion rêvée pour améliorer l'image des taliban, et ainsi faciliter les négociations ¹.

Dans quel cadre s'inscrit alors cette visite ? Résulte-t-elle simplement des talents de Mme Helms ? Qui sont ses mandataires ? Et surtout à quelle logique obéit ce voyage ?

En réalité, depuis le début de l'année 1999 et jusqu'en août 2001, il existe aux États-Unis une volonté concertée et persistante d'aboutir à un règlement de la question afghane. Seule évolution notable : les républicains décident d'accélérer le processus enclenché par les membres de l'administration Clinton. La déclaration du ministre des Affaires étrangères taliban du 5 février 2001 indique simplement que les maîtres de Kaboul entendent, eux aussi, parvenir rapidement à un accord.

Des deux côtés, les intérêts sont bien compris. Au nom de sa politique énergétique, Washington soutiendra un processus de reconnaissance internationale progressive pour les taliban. En échange, ces derniers adopteront une politique

1. Le mercredi 21 mars 2001 à 14 heures, Sayed Rahmatullah Hashimi est longuement interviewé par l'animateur Juan Williams sur les ondes de la National Public Radio. Le vendredi 23 mars 2001 à 18 h 30, il répond aux questions de Bill Redeker sur la chaîne ABC News.

plus pacifique, renonceront à héberger le chef intégriste Ossama Bin Laden, et consentiront dans leurs relations internationales à demeurer dans la ligne des États sunnites fondamentalistes¹. Lesquels, à l'extérieur de leurs frontières, prennent des positions conformes aux directions fixées par l'Arabie Saoudite, premier financier du sunnisme radical et premier allié des États-Unis dans le monde arabe.

D'éminentes personnalités se démènent pour que cet échange de bons procédés se réalise. Ainsi, dès le mois de janvier 2000, un haut responsable du Département d'État rencontre au Pakistan l'ambassadeur des taliban, Saeed Mohammed Muttaqi². Il en profite également pour discuter avec l'ambassadeur des États-Unis sur place, Tom Simons, qui deviendra progressivement la courroie de transmission de ces pourparlers. Le dernier acte des négociations américano-afghanes commence là. Vu de la côte Est des États-Unis, elles se résument à obtenir que les alliés d'hier rentrent enfin dans le rang.

Car le régime taliban n'a pas toujours été honni par les responsables de la Maison Blanche et du Département d'État. Au contraire.

1. Principalement : Arabie Saoudite, Émirats arabes unis, Pakistan.

2. Archives de l'ambassade des États-Unis à Islamabad.

Pendant plusieurs années, on l'a même perçu comme un mouvement providentiel. De 1994 à 1998, les États-Unis expriment une relative bienveillance à l'égard des taliban. Il est vrai que les soubresauts d'un pays sont singulièrement perçus depuis les immeubles cossus et massifs qui longent les rives du Potomac, coupant ce quartier nord-est de Washington où tant de puissance siège, sereinement. Sur une surface de trois ou quatre kilomètres carrés, dans les états-majors financiers, politiques et militaires – de la Banque Mondiale au Pentagone –, on suit les affaires du monde en observant les écrans qui décrivent les marchés des matières premières et en lisant rapidement les télégrammes diplomatiques qui résument le tohu-bohu de l'actualité planétaire.

Au sujet de l'Afghanistan, ces indicateurs-là sont sans appel. Le pays est la clé des réserves énergétiques d'Asie centrale : il doit être dominé par un gouvernement fort et incontesté pour profiter paisiblement de cette situation. Donc, même après les attentats de Nairobi et Dar es-Salaam en 1998, alors que les taliban protègent ouvertement Ossama Bin Laden, encore et toujours on négocie.

2.

Le Département d'État « parrain » des taliban

L'émergence en 1994 des « étudiants en religion », un nom générique qui se traduit donc par le mot « taliban » en langue pachtoune, se révèle indissociable des enjeux pétroliers et gaziers de la région. Ils expliquent pourquoi plusieurs États ainsi que de grandes compagnies pétrolières ont misé sur ce groupe de moines soldats, perçu comme le seul capable d'instaurer un gouvernement fort, source de stabilité et de sécurité.

Car un peu plus au nord, au-delà des montagnes afghanes, les riches sous-sols du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et surtout du Kazakhstan présentent un intérêt à condition de s'affranchir des contraintes géographiques. Donc de transporter le pétrole et le gaz dont ils regorgent en utilisant, par exemple, l'Afghanistan. Concrètement : extraire et vendre ce pétrole et ce gaz suppose de les faire cheminer soit par l'ouest, en leur faisant traverser la Russie ou l'Azerbaïdjan avant

d'atteindre la Turquie et un terminal en Méditerranée ; soit par le sud-ouest en passant par l'Iran ; soit enfin par le sud en passant par l'Afghanistan. Ainsi, le projet de pipeline Chardzhou (au Turkménistan)-Gwadar (ville pakistanaise sur les rives du golfe Persique) traverse l'Afghanistan de part en part et passe non loin de la ville d'Herat. De la même manière, le projet de gazoduc entre Daulatabad (terminal au Turkménistan reliant déjà d'autres installations gazières de la région) et Multan (Pakistan) court à travers les vallées afghanes, en passant notamment à proximité de Kandahar. Pour de nombreuses compagnies pétrolières occidentales et leur gouvernement, et d'abord pour les États-Unis, la solution afghane présente un intérêt politique majeur. Elle constitue l'alternative rêvée à des tracés flirtant avec la Russie ou pénétrant en Iran. Des solutions qui supposent de négocier directement avec Moscou ou Téhéran, en adoptant la position de « demandeur », un véritable cauchemar pour Washington qui multiplie les initiatives pour contenir l'influence de ces pays en Asie centrale.

Au sud-ouest de l'Afghanistan, la ville de Kandahar, jadis célèbre pour son oasis, s'impose de nos jours comme le berceau du mouvement taliban. Une cité très religieuse pour l'ethnie pach-toune qui domine le pays, par opposition à

Kaboul, centre administratif et commercial, plus ouvert vers l'extérieur. Dès les premières heures de la résistance à l'invasion soviétique, en 1979, c'est à Kandahar que se retrouvent nombre de tribus¹ dominées par des chefs musulmans déterminés à en découdre avec l'armée rouge.

Après le départ des troupes du Kremlin, en 1989, la ville rassemble les principaux chefs des différents mouvements pachtouns, lesquels prônent un sunnisme plus radical que jamais. Car pour les moudjahidine qui reviennent dans cette vallée du sud, la guérilla contre l'URSS s'apparentait surtout à une guerre sainte menée au nom d'Allah. L'argent et les conseillers militaires dépêchés par l'Arabie Saoudite y ont amplement contribué (au premier rang desquels le jeune Ossama Bin Laden, honorable correspondant du GID, les services secrets saoudiens). Tandis que la guerre civile avec les autres ethnies s'étend à Kaboul et aux villes du Nord², de nombreux guerriers pachtouns abandonnent

1. Aujourd'hui encore, la structure de la société afghane est dominée par le mode tribal. Une situation qui résulte d'une économie agraire dans une zone de montagnes, renforcée par une faible densité de population et peu d'échanges, et cristallisée par un système éducatif quasi absent (plus de 80 % d'illettrisme dans les années 90).

2. Les 15 millions d'habitants se répartissent selon quatre ethnies principales : les Pachtouns (40 %), les Tadjiks (30 %), les Turkmènes (Ouzbeks et Kazakhs, 15 %), les Hazaras (d'origine mongole, 12 %).

pour un temps le kalachnikov pour suivre des enseignements religieux dans des écoles des environs. Soucieux de parfaire leur connaissance livresque du Coran au lendemain du Djihad, ils s'inscrivent dans diverses madrasas de la région de Kandahar. Or plusieurs d'entre elles entretiennent des liens aussi bien spirituels que matériels avec la puissante école coranique de Deobandi, située en Inde, et connue pour ses positions très radicales et son prosélytisme en faveur d'un islam pur (le culte des saints y est notamment proscrit).

Un jeune chef moudjahidin, Mohammed Omar, adhère à l'une d'elles. Âgé de 27 ans en 1990, Omar bénéficie d'une certaine notoriété à son retour. Il laisse l'image d'un héros de la lutte contre les Soviétiques, familier des coups de main les plus audacieux et qui n'hésite pas à payer de sa personne. Une bravoure qui lui a valu de perdre l'œil droit, en 1989, après avoir essuyé un tir de roquette. Il personnifie, avec d'autres, l'avenir du pouvoir afghan, dans un pays où la direction des affaires reste interdite aux femmes et où de nombreux chefs historiques ont péri à la guerre ou ont fui. Pour Omar, ces années d'apprentissage du Coran s'inscrivent dans une suite naturelle. Jusque-là tout son parcours de moudjahidin a été encadré par une structure islamique forte; en l'occurrence le parti Hizb-I-

Islami du chef Younis Khalis, dans lequel il s'est engagé pour partir combattre dans les montagnes. Maintenant, il veut devenir un maître spirituel, et abandonner ses habits, trop étroits à son goût, de simple chef de guerre.

À ce stade de son parcours, plusieurs versions se mêlent, fruits des légendes distillées à son endroit par la propagande taliban. « Officiellement » donc : épris de pureté et de dévotion, entre 1992 et 1994 Mohammed Omar entreprend de défendre les pauvres de la vallée de Kandahar et de combattre les patriarches des différentes tribus qui mènent une vie contraire à l'Islam. En ce temps-là, il passe pour un Robin des Bois local¹. Ici on raconte qu'il a abattu un chef dévoyé sodomite, là on rapporte qu'il a égorgé un représentant des moudjahidine dépravé – comme ce serait le cas dans le village de Panjway. Rapidement, il devient le leader charismatique que tous les « amis » de l'Afghanistan attendaient ; c'est-à-dire ses voisins pakistanais et quelques hommes d'affaires du secteur pétrolier.

1. Si la comparaison peut sembler exagérée, il est cependant avéré qu'à cette époque Mohammed Omar a pris les armes pour éliminer quelques tyrans de la vallée. Autant par bonté d'âme que pour supprimer des rivaux. Pour une histoire complète de l'émergence des dirigeants taliban, voir l'excellent document du journaliste d'origine pakistanaise Ahmed Rashid, *Taliban : militant islam oil and fundamentalism in Central Asia* (Yale University Press, 2000).

Car au Pakistan, la situation afghane ne cesse d'inquiéter depuis le déclenchement de la guerre civile, en 1989, après le départ des Soviétiques. Depuis sa fondation en 1947, l'État pakistanais doit en effet composer avec des crises diplomatiques endémiques avec son voisin du sud, l'Inde. Régulièrement, les deux pays lancent des actions militaires pour le contrôle de la province du Cachemire qu'ils se disputent. Pour Islamabad, il est vital que son voisin du nord, l'Afghanistan, reste entre les mains d'un gouvernement ami qui exerce une réelle autorité; sous peine d'être étouffé entre deux zones d'instabilité. Il en va des intérêts vitaux de la nation pakistanaise. Dès lors, le soutien apporté aux taliban ne résulte plus que des hasards des jeux d'alliance.

D'autres partis de la mosaïque afghane peuvent alors être choisis à leur place. Mais les « étudiants en religion » rassemblent plusieurs qualités, perçues comme éminemment stratégiques par leurs parrains. Au Pakistan, le parti Jamiat Ulema Islami, qui joue un rôle clé au Parlement, les range au nombre de leurs frères de religion, et encourage les autorités à les épauler. Les services secrets pakistanais de l'ISI les considèrent comme l'émanation la plus pure des moudjahidine des années 80, qu'ils ont eux-mêmes formés, et sur lesquels ils exercent toujours un contrôle, à la différence des autres entités de la nation afghane qui

marquent leurs distances. À Riyad, le gouvernement saoudien du roi Fahd, principal financier de l'ISI, encourage ce mouvement. En coopération avec les États-Unis, l'Arabie Saoudite a dépensé sans compter pour que l'Afghanistan ne tombe pas aux mains des Soviétiques. Le chaos qui prévaut sur place entre 1989 et 1994 ne cesse de désespérer les dirigeants saoudiens; eux qui voyaient en l'Afghanistan une nouvelle zone d'influence de cet islam pur, le wahhabisme¹, qu'ils s'attachent à défendre depuis si longtemps.

Des considérations plus terrestres abondent en outre en ce sens. L'Iran chiite², frontalier de l'Afghanistan, ne cesse d'inquiéter les dignitaires religieux saoudiens. À Riyad, ces suppliques émanant du ministère des Cultes ne sauraient être ignorées par le roi et son prince héritier. Si Téhéran venait à exercer son contrôle sur Kaboul, c'est le verrou de l'Asie centrale que contrôleraient les frères ennemis chiites.

Washington partage cette analyse. Depuis 1979 et la prise en otage de l'ambassade américaine de Téhéran, le Département d'État a pour principal

1. Mouvement théologique apparu au xviii^e siècle, très expansionniste par nature.

2. Opposition fondamentale entre l'islam sunnite et l'islam chiite, né d'un schisme majeur lié à la reconnaissance des descendants du prophète. La péninsule arabique, adepte d'un sunnisme radical, s'oppose farouchement aux chiites perses.

objectif d'affaiblir la république islamique d'Iran. Dès lors, pour les conseillers à la sécurité américains, promouvoir des sunnites radicaux tels que les taliban revient à encercler, à contenir la zone d'influence chiite dans cette partie du monde. D'autres raisons, plus économiques, les conduisent à adopter une telle position. Depuis 1991, diverses compagnies pétrolières américaines, dont Chevron, prennent des positions importantes au Kazakhstan, au Turkménistan et au Kirghizstan. Or, la Russie refuse de négocier une utilisation de ses propres pipelines, sous forme de location, pour transporter ces ressources énergétiques jusqu'à des terminaux.

Nous sommes en 1994, tous les éléments sont réunis pour transformer les taliban en pacificateurs tant attendus.

3.

Un gazoduc pour les taliban

Un homme, plus ou moins volontairement, va cristalliser ces attentes et donner toute sa substance à l'aide extérieure qui permettra aux taliban de prendre le pouvoir.

Naturellement, il s'agit d'un « pétrolier ». Il s'appelle Carlos Bulgheroni, ce n'est ni un Saoudien, ni un Pakistanais, ni un Américain ; c'est un Argentin. Il préside à la destinée du quatrième groupe énergétique d'Amérique latine, Bidas, une société implantée à Buenos Aires et fondée après-guerre. Depuis les années 70, l'entreprise pétrolière argentine est devenue un groupe mondial. Avec des activités en Inde et au Pakistan, les dirigeants de Bidas perçoivent assez tôt – entre 1991 et 1992 – l'opportunité de nouer des partenariats avec les nouveaux dirigeants des anciennes républiques soviétiques, notamment au Turkménistan. Depuis leurs bureaux d'Islamabad, ils imaginent que l'Afghanistan sera bientôt

un pays stable, avec à sa tête des dirigeants avec lesquels ils s'entendront afin de construire des oléoducs et des gazoducs reliant le Turkménistan au Pakistan. Carlos Bulgheroni noue un premier partenariat avec le gouvernement turkmène en janvier 1992, pour l'exploitation du champ gazier de Daulatabad. Et le 16 mars 1995, il gagne son pari en réunissant dirigeants pakistanais et turkmènes qui signent un accord de principe prévoyant la construction d'un oléoduc traversant l'Afghanistan¹.

Dès lors, Bulgheroni convie d'autres compagnies pétrolières à se joindre à son affaire, et notamment le groupe Unocal, douzième société pétrolière américaine.

La Union Oil Company of California, fondée en 1890 à Santa Paula, devenue la Unocal Corporation en 1983, appartient aux *success stories* du secteur énergétique. À partir du milieu des années 90, sous l'autorité de son président de l'époque Roger Beach, elle talonne les dix premiers groupes américains. Entrepreneur avisé, Beach saisit immédiatement les potentialités de l'offre que lui adresse son partenaire Carlos Bulgheroni. À telle enseigne qu'il décide même de se passer de ses services et d'investir dans la région sans le concours

1. *FT Energy Newsletters*. East European Energy Report. 27 mars 1995.

de Bridas ¹. Pour garder sa marge de manœuvre et disposer d'appuis financiers, il sollicite un autre groupe, le saoudien Delta Oil.

Le 21 octobre 1995, les dirigeants d'Unocal et ceux de Delta Oil signent un accord avec le président du Turkménistan Saparmurat Niyazov, portant sur des exportations de gaz évaluées à 8 milliards de dollars... Et prévoyant la construction d'un gazoduc qui traverse l'Afghanistan ². Un chantier estimé à 3 milliards de dollars. À compter de cette période, le soutien aux taliban n'est plus seulement un enjeu géostratégique, il devient une priorité économique.

Étrangement, de façon concomitante, les services secrets saoudiens du GID, dirigés par le prince Turki Al-Faisal, décident de financer massivement les taliban; en leur fournissant notamment des moyens de communication, mais aussi ces dizaines de *pick-up* noirs de facture japonaise aux vitres teintées, qu'ils affectionnent tant. L'Arabie Saoudite lâche toutes les autres factions issues des ethnies Ouzbek et Tadjik, qui se retrouvent dès lors dépourvues de moyens. Elles reculent, perdent du terrain. Faisant l'unanimité autour d'eux, les fondamentalistes marchent sur

1. Une décision cavalière qui conduira Bridas à assigner Unocal en justice, aux États-Unis. L'entreprise argentine l'emportera après plusieurs années de procédure.

2. *Oil & Gas Journal*, 30 octobre 1995.

Kaboul et s'emparent du pouvoir à la satisfaction générale le 27 septembre 1996. Quelques mois plus tôt, l'assistant du secrétaire d'État américain responsable du sud de l'Asie, Robin Raphel, s'était rendu à Kandahar pour apporter sa bénédiction aux événements en cours. Le 19 avril 1996 il déclarait : « Nous sommes préoccupés par les opportunités économiques qui peuvent nous échapper, ici, si la stabilité politique ne peut pas être restaurée ¹. » Explicite, non ?

À l'étranger, ce soutien aux fondamentalistes afghans est relayé par de prestigieux cénacles politiques. Les deux instituts de recherches américains les plus influents en matière de politique étrangère prennent fait et cause pour eux. Ces défenseurs très écoutés se nomment : le Council on Foreign Relations ² (véritable temple de la diplomatie américaine auxquels adhèrent ambassadeurs, anciens ministres, mandarins en relations internationales de l'Université de Georgetown ou de la prestigieuse Johns Hopkins School) mais aussi la Rand Corporation (centre d'études œuvrant essentiellement pour le Pentagone,

1. Déclaration de Robin Raphel à l'AFP lors de sa visite en Afghanistan : « We are also concerned that economic opportunities here will be missed, if political stability cannot be restored. »

2. Éditeur de la revue *Foreign Affairs*, la revue internationale la plus influente en matière de géostratégie et de politique de défense.

l'industrie de Défense et le secteur énergétique). Ainsi, Barnett Rubin, spécialiste de l'Afghanistan au Council on Foreign Relations, n'hésite pas à lancer au mois d'octobre 1996 : « Les taliban ne possèdent vraiment aucun lien avec l'internationale islamique radicale. En réalité, ils la détestent¹... » Éloquent ! Des déclarations qui interviennent un mois après leur prise de pouvoir, alors que les étudiants en religion parlent déjà d'Émirat islamique d'Afghanistan, qu'ils doivent leur spectaculaire ascension aux dollars de la dictature fondamentaliste saoudienne, et en particulier aux chefs religieux de ce pays partisan d'un islam orthodoxe et archaïque, que Mohammed Omar s'est autoproclamé Commandeur des croyants et a pris le titre de mollah, et qu'enfin, les taliban ont sommairement exécuté l'ancien président procommuniste Mohammed Najibullah alors qu'il avait trouvé refuge dans des locaux de l'ONU à Kaboul. Sans commentaire.

Au sortir du terrible hiver afghan, au commencement de l'année 1997, la cause semble entendue. Sur le terrain, experts pétroliers et diplomates reconvertis dans les affaires s'activent alors que les milices religieuses contrôlent près de 90 % du territoire. Le projet de gazoduc pourra bientôt se matérialiser. Unocal étoffe ses équipes

1. Interview accordée à *Time*, 14 octobre 1996.

basées à Islamabad et envoie plusieurs délégués à Kaboul et surtout à Kandahar, le bastion de leurs nouveaux et si précieux alliés. La compagnie pétrolière ne rechigne pas à la dépense, dans tous les domaines. Elle offre 900 000 dollars au Centre d'études afghanes de l'Université du Nebraska, lequel les dépense en finançant diverses infrastructures dans la ville même de Kandahar. D'éminentes personnalités participent à cet élan charitable. Par exemple Gerald Boardman, ancien responsable de l'USAID (US Agency for International Development), l'organisation caritative placée directement sous la tutelle du Département d'État américain. Grâce aux fonds d'Unocal, il finance les projets éducatifs des taliban à Kandahar sous couvert d'actions humanitaires entreprises par l'Université du Nebraska ¹. Unocal recrute des hommes qui font autorité. Ainsi Robert Oakley, ancien ambassadeur des États-Unis au Pakistan, est embauché pour gérer l'ensemble du volet diplomatique du « pactole afghan ». Il s'installe à Islamabad, dans les bureaux de CentGas, le consortium local fondé par la compagnie pétrolière ².

1. Anecdote rapportée par Ahmed Rashid, voir plus haut.

2. Le capital de CentGas se répartissait ainsi : 70 % pour Unocal, 15 % pour Delta Oil, 10 % pour le russe Gazprom, 5 % pour Turkmenrosgas, société d'État turkmène.

Côté saoudien, outre Delta Oil, toutes les familles princières voudraient tirer profit de l'hégémonie des taliban, ces jeunes frères turbulents qui maintenant font régner l'ordre. L'argentin Bridas le comprend vite, et après la trahison d'Unocal, la société cherche de nouveaux partenaires et se rapproche de la compagnie saoudienne Ningharco¹, une entreprise très proche² de Turki Al-Faisal, le directeur des services du renseignement du GID.

1. Alliance rapportée pour la première fois dans le *Journal of Commerce*, 3 novembre 1997.

2. Sur les subtilités de l'arbre généalogique saoudien, voir chapitres 7 et 8.

4.

Mollah Omar, un allié encombrant

Tandis que les accords politiques et commerciaux vont bon train, au printemps 1997 de violents combats reprennent dans le nord du pays. Avec eux, contre toute attente, va débiter une période de disgrâce « officielle » des taliban, au cours de laquelle ces derniers multiplient les erreurs politiques, obligeant leurs interlocuteurs à prendre quelques distances.

Des offensives contre la ville de Mazar-i-Charif, tenue par les troupes du commandant Ahmed Massoud et surtout par celles du général d'origine ouzbek Rachid Dostum, donnent lieu à des luttes d'une rare cruauté. De nombreux cas de torture sont avérés. Entre les mois de mai et août 1997, près de 10 000 personnes périssent dans cette bataille. Au même moment, plus au sud, à Kaboul, les taliban au pouvoir depuis un an édictent des mesures qui se révèlent de plus en plus liberticides. Les femmes semblent les pre-

mières victimes du régime. La communauté internationale s'émeut, discrètement encore. Et puis vient le 28 septembre 1997, véritable tournant dans les relations des chefs de l'Afghanistan avec le reste du monde. Ce jour-là, la commissaire de l'Union européenne en charge des affaires humanitaires, Emma Bonino, effectue une visite en Afghanistan, pour voir. Elle mesure immédiatement l'archaïsme des étudiants en religion. Accompagnée de plusieurs journalistes et de responsables d'organisations humanitaires, elle constate les dégâts quant à la condition des femmes, l'éducation et les libertés publiques. Plusieurs incidents éclatent même lors de ses déplacements. Certains membres de sa délégation sont appréhendés par la police ¹.

Simultanément, alors que les taliban montrent leur vrai visage, le problème Bin Laden surgit pour l'Afghanistan.

Depuis près de deux ans environ, les sunnites fondamentalistes d'origine saoudienne désignent les États-Unis comme leur principal ennemi. Dans leur quartier général de Khartoum au Soudan, et avec l'aide de leurs bases arrière implantées dans des régions du Yémen que ne contrôle pas l'armée, ils planifient les premières actions contre ces impérialistes qui souillent la terre

1. AFP, 29 septembre 1997.

saoudienne, où siègent les lieux saints de l'Islam. Ossama Bin Laden appartient au nombre de leurs chefs¹. Déchu de la nationalité saoudienne en avril 1994 pour avoir vertement critiqué le pouvoir en place et sa soumission aux États-Unis, à la plus grande joie des autorités religieuses, on l'accuse déjà d'être l'instigateur d'un attentat survenu le 25 juin 1996 contre la résidence des militaires américains de Khobar, en Arabie Saoudite. Grâce à ses ressources financières, on dit qu'il formerait un mouvement politique partisan de l'Islam le plus pur, contre la corruption de la monarchie régnante, et qui regrouperait les anciens combattants d'origine arabe de la guerre contre les Soviétiques. Or, à la même période, on le croise à plusieurs reprises en Afghanistan, dans la ville de Jalalabad, le fief du chef intégriste Gulbudin Hekmatyar, ancien compagnon d'armes au temps de la guérilla contre l'armée rouge, et surtout ancien chef de Mohammed Omar, le nouvel homme fort du pays.

Ce premier retour en Asie centrale, après son départ de 1991, intervient au mois de mai 1996, alors que son protecteur, le chef d'État soudanais Omar al-Bashir décide de se rendre en pèlerinage à La Mecque en Arabie Saoudite. Pour ne pas embarrasser les relations de son hôte avec la monarchie saoudienne, Ossama Bin Laden

1. Voir chapitres 9 et 10 : Le mythe du renégat.

s'envole vers le Pakistan, et de là rejoint pour quelques semaines la cité de Jalalabad ¹. Ses deux fils, Saad et Abdurahman, demeurent dans un premier temps au Soudan, puis le rejoignent environ six mois plus tard. Au début de l'année 1997, après des offensives infructueuses contre le régime libyen du colonel Muammar Kadhafi ², Ossama Bin Laden décide de s'installer définitivement en Afghanistan.

De façon concomitante, l'administration du président Clinton découvre le personnage, notamment à la suite d'un rapport « informel » réalisé par le général Wayne Downing à la demande du sous-secrétaire à la Défense John White. Cet officier supérieur vient alors de prendre sa retraite, en février 1996, après avoir dirigé pendant plusieurs années le Commandement des opérations spéciales des armées américaines. C'est un spécialiste de l'antiterrorisme ³. Au lendemain de l'attentat de Khobar, tandis que les autorités de Riyad refusent que des équipes du FBI conduisent des investigations sur place, en

1. *Le Monde du renseignement*, n° 290, juin 1996.

2. Voir chapitre 9.

3. Près d'un mois après les attentats, le 10 octobre 2001, la Maison Blanche a rappelé le général Downing. La présidence lui a confié la direction du renseignement se rapportant à l'organisation Al-Qaeda. Il travaille directement auprès de Condoleeza Rice, la conseillère pour la sécurité du président George W. Bush.

